France : contre «l’apartheid territorial, social et ethnique», le grand chantier de la loi “égalité et citoyenneté”

09/04/2016 à 13h11

Initialement prévue le mercredi 6 avril, la présentation du projet de loi é”galité et citoyenneté” en conseil des ministres a été reportée d’une semaine par le gouvernement. Inspiré des comités interministériels lancés par Manuel Valls après les attentats de janvier 2015, il est présenté comme une réponse à « l’apartheid territorial, social et ethnique » évoqué par le premier ministre le 20 janvier lors de ses vœux à la presse.

> *C’est la « généralisation des conseils des jeunes sur tout le territoire » qui arrive en tête.*

Organisés en mars et octobre 2015, les comités interministériels ont donné naissance à 65 mesures **destinées à répondre aux malaises de la société française mis en évidence par les attentats contre Charlie Hebdo et l’Hyper Cacher.** […]

Avant d’être présenté au comité interministériel prévu le 13 avril, le projet de loi, qui doit venir « renforcer les 65 mesures » issues des deux premiers comités, passera en conseil des ministres. Un texte qui s’articulera autour de la mixité sociale, de la langue française, de la lutte contre les discriminations et du « projet républicain ». […]

Depuis le 23 mars, le gouvernement a également ouvert une

consultation citoyenne sur Internet en vue du prochain comité interministériel Egalité et citoyenneté. Censée s'achever mercredi, elle a été prolongée jusqu'à vendredi à midi. Autour de huit problématiques, les internautes ont été invités à proposer, commenter et voter des mesures. **Au total, plus de 1 500 propositions ont été formulées, et environ 9 000 votes enregistrés.** Les huit propositions ayant recueilli le plus de voix seront présentées au gouvernement lors du comité du 13 avril. Sélection de quelques-unes de ces contributions.

Comment donner aux citoyens les moyens de lutter contre le racisme et les discriminations ?

Proposée par l'association Coexister, qui défend le pluralisme culturel en France, l'idée d'une « formation universelle à la laïcité et aux faits religieux dans les universités » a recueilli le plus de votes. L'objectif : faire comprendre ce qu'est la laïcité et enseigner les bases de l'histoire des religions. **Parmi les autres propositions : l'instauration du CV anonyme, le droit de vote des étrangers aux élections locales ou encore l'anonymisation des demandes pour un logement social.** […]